

terminer la Grèce, parce que quelques promeneurs, quelques artistes anglais ont été assassinés par des bandits près d'Athènes. Avec les Etats-Unis, sa conduite est toute différente; on dirait que le lion a peur de l'aigle. On se rappelle la question des enrôlements britanniques durant la guerre de Crimée; la difficulté, commencée en 1855, se termina en 1856, d'une façon fort brutale et très-injurieuse pour l'Angleterre. Le cabinet de Washington, après avoir reçu de la chancellerie anglaise, toutes les excuses possibles et exigées, changea subitement de front et enjoignit à l'Angleterre de rappeler son ambassadeur, M. Crampton, et trois de ses consuls, ceux de New-York, Philadelphie et de Cincinnati; comme on se hâtait un peu lentement, suivant l'habitude anglaise, d'exécuter cet ordre, le gouvernement américain y vit lui-même et donna des passe-ports aux représentants anglais: de fait, ils furent purement chassés. C'était une insulte; c'est ainsi qu'on le comprit en Angleterre et partout. Mais John Bull ne dit mot; il y avait trop d'intérêts en jeu pour faire la guerre aux Etats-Unis. Le commerce anglais en eût trop souffert, et le *Times*, fidèle écho de l'opinion de ses compatriotes, plaisantait cyniquement sur l'affaire et supputait les bénéfices de la sagesse anglaise en disant que l'Angleterre avait "empoché un affront." Cet incident, resté célèbre, est d'un grand enseignement pour nous, et explique le sans-gêne des américains vis-à-vis la métropole.

Il y a cinq à six ans que la confrérie fénienne fait des siennes aux Etats-Unis. Elle s'est organisée au complet et au grand jour: elle a son gouvernement et son armée; elle exerce ses soldats en costume et en arme dans les rues des grandes villes; elle a ses journaux et tout le monde sait le but unique de cette organisation: guerre à l'Angleterre et invasion du Canada. Et trois ou quatre fois déjà ces enfants de la verte Erin sont venus ici prouver la sincérité de leur dessein.

Le gouvernement américain laisse tout faire et le Cabinet anglais croit avoir fait son devoir lorsqu'il a transmis quelques notes anodines à frère Jonathan, qui en rit sous cap et lance des proclamations quand les féniers ont traversé la frontière et sont bien certains d'être repoussés. Ces proclamations ont toujours soin d'arriver trop tard, quand nos milices sont sous les armes et que nous avons fait nos frais, et il y a toujours un Bruce ou un Thornton pour remercier les américains de faire-semblant de remplir leur devoir quand il n'est plus temps!

Tout cela nous est infligé et nous l'endurons patiemment pour une querelle essentiellement impériale, dans laquelle nous ne sommes absolument pour rien. Le moment est donc venu de parler haut et ferme et de demander à l'Angleterre de nous dire catégoriquement ce qu'elle veut et ce qu'elle peut.

Ceux qui veulent établir ici une monarchie constitutionnelle et qui ont fait et accepté la Confédération, comme achèvement à ce système politique, ont naturellement dû compter sur l'Angleterre. Le pays s'est imposé des sacrifices énormes pour maintenir le nouveau régime, parce qu'il croit y trouver son bonheur et son intérêt; mais il ne s'est jamais attendu à payer des sommes fabuleuses parce qu'il pourra plaire et à l'Angleterre de ne pas régler la question des corsaires confédérés et aux américains de s'en venger en laissant des bandes féniennes s'organiser pour nous harceler et nous piller. Il a voulu la Confédération, il veut le maintien des relations coloniales, mais il ne veut pas la ruine. Or, c'est à la ruine, à une ruine certaine et inévitable que nous mènerait le renouvellement fréquent de ces incursions: ruine à tous les points de vue, ruine par le découragement et l'interruption dans les affaires, ruine par le défaut de sécurité dans l'assiette politique, ruine par les millions qu'il faut dépenser pour mettre et tenir nos milices en service actif.

Evidemment, il n'y a pas moyen de tenir à cela; bien sot le citoyen qui, comprenant tant soit peu les intérêts de son pays, accepterait sans mot dire une situation aussi incertaine et pleine de périls. Un peuple ne vas pas, de gaieté de cœur et dans un intérêt purement platonique, se laisser ruiner en détail sans murmurer, sans protester énergiquement. L'Angleterre, qui ne peut manquer de finir par solder les déprédations de l'*Alabama* et du *Shenandoah*, serait enchantée de nous voir nous joindre à elle pour admirer l'honnêteté de Grant, qui a tenté de réprimer le mouvement fénien à la dernière heure. Quand on se rappelle les reculades qu'à faites la métropole dans cette lutte diplomatique des croiseurs confédérés, depuis le temps où Lord John Russell refusait fièrement tout compromis, tout pourparler sur la matière comme un attentat à la dignité de la nation, à venir au moment où ses successeurs se déclaraient prêts à accepter un arbitrage, on est moins étonné de la complaisance de l'Angleterre, de sa disposition à approuver sans restriction les efforts, pourtant peu gigantesques, des américains à empêcher après coup les féniers de s'avancer trop loin dans ce pays.

Le *Times*, qui n'est pas bête, nous fait l'effet d'un rusé

compère quand il se pâme d'admiration devant la dernière proclamation de Grant. Depuis que l'Angleterre nous a demandé une indemnité pour le dégraissage de ses carabines, dont nos volontaires s'étaient servis pour repousser les féniers en 1866, nous sommes disposés à interpréter assez mal, ou plutôt assez justement sa conduite et ses moindres actes dans ses rapports avec les Etats; nous la soupçonnons fort de vouloir plaider compensation contre les américains et d'opposer les incursions féniennes aux prises de l'*Alabama*. Ce serait habile comme affaire; nous espérons pourtant que nos hommes publics sauront l'empêcher de commettre une injustice aussi déshonorante.

En somme, cette méprisable entreprise des féniers aura eu son bon côté. Elle va nous fournir l'occasion de savoir une bonne fois pour toutes jusqu'à quel point l'Angleterre est disposée à contribuer au maintien et à la consolidation de notre système politique. Nous avons lieu de croire que nos gouvernants ne manqueront pas cette occasion; s'ils ne le font pas, la confiance publique en eux sera terriblement ébranlée, et les prochaines élections leur seront certainement fatales. C'est pour eux une question d'honneur, de nécessité publique et d'intérêt personnel. Et ils devront être d'autant plus explicites dans leurs demandes à l'Angleterre que celle-ci montre plus que jamais fort peu de dispositions à s'engager sérieusement et catégoriquement vis-à-vis ses colonies.

Plusieurs de nos confrères, sans doute animés de bons motifs, vont très-loin et posent presque directement un dilemme dont une des cornes nous paraît passablement détestable; suivant eux, il faut que l'Angleterre nous envoie dix à vingt mille soldats, ou nous devons incontinent nous annexer à nos voisins. Cette idée d'annexion, après ce qui vient de se passer, nous amuserait beaucoup, si les circonstances n'étaient aussi graves. Un individu quelconque a un voisin fort malhonnête; ce voisin, qui a eu à se plaindre du grand père de notre individu, travaille à lui faire tout le mal possible; il le tracasse jour et nuit et va même jusqu'à conseiller à des vauriens de le voler et de tuer quelques membres de sa famille. Que dirait-on de la victime de ce voisin si, au lieu de se raidir contre l'infortune et de chercher le redressement de ses griefs dans des moyens licites, légaux et honorables, elle allait lâchement proposer une société à son bourreau ou lui demander naïvement sa protection?—Il n'y aurait qu'une voix pour flétrir une conduite aussi peu fière. Nous sommes tentés de mettre au même niveau ceux qui disent: des troupes anglaises ou l'annexion!

Les Etats-Unis ont sans doute à se plaindre de l'Angleterre; durant la guerre civile, elle leur a nu considérablement et n'a pas rempli ses devoirs de puissance amie. Mais est-ce une raison équitable pour les Américains de cultiver les féniers pour nous les envoyer tous les ans?—Le Canada leur a toujours été sympathique et a même payé les dégâts des *raiders* à St. Albans. Nous leur offrons tous les avantages commerciaux et eux nous refusent toute réciprocité. Ils sont une grande nation et s'ils ont réellement à se plaindre de l'Angleterre, qu'ils le fassent noblement et comme on le fait de puissance à puissance. Mais déchaîner leur courroux contre une pauvre colonie, qui compte à peine le quinzième de leur population; nous envoyer, à nous qui leur demandons sincèrement leur amitié, la plaie périodique des féniers; cela nous paraît tout simplement dénoter une absence complète de tout principe d'humanité et de justice, une absence de principes qui ne peut que nous faire présager les plus tristes résultats, si nous avons la lâcheté de leur demander une place dans leur giron républicain.

Nous avouons donc ne pouvoir comprendre et encore moins approuver ceux qui parlent d'annexion immédiate si l'Angleterre n'agit promptement. Un tel langage semble, pour le moins, fort inhabile et peu digne: c'est promettre une prime aux Américains et les encourager à nous servir du fénien encore plus souvent.

Nous ne sommes ni optimistes ni pessimistes; nous avons fort peu de confiance dans le ministère Gladstone, qui a l'air d'être un peu imbu des doctrines de l'école anti-coloniale. Mais nous avons raison de croire que l'opinion publique anglaise est favorable au maintien des colonies. Et nous pensons que c'est la force de cette opinion qui a décidé le gouvernement anglais à faire le peu qu'il a fait pour l'expédition du Nord-Ouest et la protection des pêcheries.

Si nos hommes d'état prennent sérieusement la chose à cœur, s'ils veulent se mettre à la hauteur de leur position et faire à l'Angleterre les représentations nécessaires,—et nous sommes convaincus qu'ils le feront,—nous espérons qu'une grande calamité sera évitée et que la métropole comprendra et pratiquera ses devoirs de mère-patrie.

J. A. MOUSSEAU.

SIR JOHN A. MACDONALD.

On lit dans le "Courrier d'Outaouais" du 2.

"Comme nous l'annoncions hier, Sir John a été transporté, ce matin, vers 8½ h., de son bureau aux chambres de l'orateur

des Communes. Couché sur une litère à bras, il fut porté à sa nouvelle résidence par quatre soldats. D'autres étaient porteurs d'un dais qui mettait l'illustre malade à l'abri des rayons du soleil. Sir John n'a point paru souffrir pendant ce trajet; la brise venant de la rivière a paru le reconforter. Il sera maintenant plus à l'aise dans les belles, vastes et salubres chambres de l'orateur."

Le pays tout entier s'intéresse à l'existence précieuse dont la perte serait si grande dans les circonstances politiques où nous nous trouvons. On dit que Sir George se multiplie à l'infini depuis quelque temps pour faire face aux exigences de la situation, et combler le vide que laisse l'absence de Sir John.

Il n'a jamais eu plus d'activité et d'énergie.

#### LA COUR D'APPEL.

Les honorables Juges de la Cour d'appel exécutent un tour de force en ce moment à Montréal; ils siègent depuis près de trois semaines. Evidemment le Banc est dans une bonne veine, et, si ça continue, les avocats n'auront plus l'occasion de maudire leurs juges, pas même pendant vingt-quatre heures les plaideurs malheureux auront seuls cette consolation.

#### COURRIER D'ONTARIO.

C'est une thèse singulière qu'entreprend de prouver M. Delorme, dans son ouvrage intitulé: *les théoriciens au pouvoir*. Que les théoriciens, les rêveurs, les utopistes, ou les hommes d'imagination, si vous voulez, soient généralement doués d'une remarquable vivacité d'intelligence, et de sentiments nobles et généreux, il est permis de le croire et de l'affirmer; qu'ils soient, en général, supérieurs aux hommes pratiques, comme hommes politiques, c'est ce dont il est permis de douter.

M. Delorme prétend que les premiers sont plus honnêtes, plus scrupuleux que les derniers dans leurs agissements à la tête des affaires publiques; cette prétention est-elle bien justifiable, au point de vue strictement historique? Je n'ai pas les connaissances nécessaires pour porter carrément un jugement sur la question; cependant, je dois dire que les quelques notions que j'ai pu acquérir, soit dans l'étude de l'histoire, soit dans l'observation des hommes et des choses, sur ce continent, ne me semblent pas donner tout à fait raison à M. Delorme.

Pour ne citer qu'un exemple, pris dans le vif de notre histoire contemporaine:—Sir G. E. Cartier n'est à coup sûr ni un rêveur, ni un utopiste, ni un poète, ni un homme d'imagination, à proprement parler; c'est l'homme pratique par excellence, pratique en toute chose, pratique toujours, soit en matière législative, soit en matière administrative. Et cependant, non-seulement il est au premier rang comme homme public, comme administrateur ou comme législateur, mais il est le plus honnête et le plus scrupuleux des ministres.

Ce n'est qu'un exemple, sans doute, mais il est évident que je pourrais en citer bien d'autres, si le temps le permettait.

Ne pourrais-je pas rappeler, par exemple, le souvenir de Sir Louis Hypolite Lafontaine, qui n'était pas, lui non plus, un homme d'imagination? Pourtant, Sir Louis fut un de nos premiers hommes d'Etat, et son honnêteté comme celle de Sir George, fut toujours au-dessus du soupçon.

M. Delorme a ses exemples, lui aussi, comme bien l'on pense, et j'avoue qu'il me faudrait quelques études préparatoires pour en vérifier toute l'exactitude. Il cite comme hommes essentiellement pratiques, Denys, tyran de Syracuse, et Jack Sheppard.

Diab!e, s'il nous faut remonter aux tyrans de Syracuse pour anathématiser les hommes pratiques, et glorifier les fabricants de théories, et autres rêveurs plus ou moins éveillés, c'est une tâche légèrement ennuyeuse, et qui demande du temps et de la réflexion.

Les théoriciens cités avec le plus de complaisance par M. Delorme, sont Périclès, Démosthènes, Solon, Cicéron, Mirabeau, et Lamartine. Certes, ce sont là des noms immenses; et qui font grandement honneur aux théoriciens de tous les lieux. Mais s'ils ont été des politiques habiles, et s'ils se sont fait une si grande réputation dans leur pays et dans l'histoire, cela n'est-il bien dû qu'à leur brillante qualité d'hommes d'imagination, et utopistes? Ne sont-ils pas plutôt redevables de leur succès au bon sens dont la nature les avait doués dans la conduite et l'appréciation des affaires publiques?

Quoiqu'il en soit, je crois bien que si l'on nous proposait de troquer nos hommes pratiques contre une pacotille de rêveurs parisiens, eussent-ils tout le génie d'un Victor Hugo, toute la verve d'un Rochefort, ou tout le talent d'un Delescluze, nous serions unanimes à rejeter la proposition, et à repousser la pacotille.

Ce n'est pas, bien entendu, qu'il faille mépriser les artistes, les hommes d'imagination; au contraire, ce sont ceux dont les talents sont en général les plus sympathiques, les plus aimables, les plus aisés à apprécier. Ce sont eux qui nous enlèvent aux tristes et ennuyeuses préoccupations des choses de la vie, pour nous faire voyager quelques instants au pays de l'idéal, où tout est fleur et parfum, lumière et beauté, encens et poésie. Ce sont eux que nous aimons; ce sont nos compagnons toujours fidèles aux heures où la vie est sombre, où il y a du chagrin dans nos âmes et des larmes dans nos cœurs.

Mais laissons à chacun son rôle dans la vie, et n'allons point croire que parce que ces auteurs aimés sont nos consolateurs dans la souffrance et dans les misères de la vie, ils seraient les plus aptes à régner au royaume de la politique et de la diplomatie.

Nous sommes vraiment bien heureux en Canada. Nos femmes, nos veuves et nos héritières n'éprouvent nullement le besoin de voter aux élections générales, ou aux élections municipales; de sorte que pendant la vacance des Chambres, la seule question qui nous préoccupe, lorsque les Féniers font silence, c'est celle de nos entreprises publiques et de notre industrie. Cette année, pourtant, nous aurons le Nord-Ouest pour nous charmer, et nous approvisionner d'émotions. Mais le Nord-Ouest passera, et il est à espérer qu'après lui, nous resterons en paix avec nous-mêmes et avec nos voisins.

En Angleterre, il y a des femmes qui ne seront contentes de leur sort que lorsqu'elles pourront donner leurs suffrages, si précieux sous certains rapports, aux candidats de leur choix.